

ACADEMIE EQUESTRE DE VERSAILLES

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901

Manège de la Grande Ecurie

Avenue Rockefeller

78000 Versailles

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Ce rapport contient 4 pages, hors comptes annexés

SOUSSAN & SOUSSAN

Société de commissariat aux comptes inscrite auprès de la CRCC de Paris

30, rue de la Faisanderie

75116 Paris

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ACADEMIE EQUESTRE DE VERSAILLES

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de l'Association Académie Équestre de Versailles

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Académie Équestre de Versailles relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment, nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau, à défaut de mention dans les statuts.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 11 juin 2026



Soussan & Soussan
Représenté par David Soussan
Commissaire aux comptes

Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025
Frais d'établissement (I)			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	15 858	12 427	3 431
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	1 160		1 160
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions	395 496	363 335	32 161
Installations techniques, matériels et outillage industriels	811 579	649 913	161 666
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Autres titres immobilisés	473		473
Prêts	860		860
Autres immobilisations financières	363		363
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	1 225 789	1 025 675	200 114
STOCKS ET EN-COURS	28 076	3 649	24 427
Matières premières et autres approvisionnements	6 639		6 639
En-cours (biens et services)			
Produits intermédiaires et finis			
Marchandises	21 045	3 649	17 396
Avances et acomptes sur commandes	392		392
CRÉANCES			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	73 335	88	73 246
Créances reçues par legs ou donations			
Autres créances	69 244		69 244
Charges constatées d'avance	15 478		15 478
Valeurs mobilières de placement	10 000		10 000
Instruments financiers à terme et jetons détenus			
Disponibilités	466 437		466 437
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	662 570	3 737	658 832
Frais d'émission des emprunts (IV)			
Primes de remboursement des emprunts (V)			
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VI)			
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	1 888 359	1 029 412	858 946

Bilan passif

Postes	31/12/2025
FONDS PROPRES	
Fonds propres sans droits de reprise	352 433
Fonds propres statutaires	15 200
Fonds propres complémentaires	337 233
Fonds propres avec droit de reprise	
Fonds propres statutaires	
Fonds propres complémentaires	
Écarts de réévaluation	
Réserves	
Réserves statutaires ou contractuelles	
Réserves pour projets de l'entité	
Autres réserves	
Report à nouveau	
Excédent ou déficit de l'exercice	- 23 260
SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	329 173
Fonds propres consommables	
Subventions d'investissement	
Provisions réglementées	
TOTAL FONDS PROPRES (I)	329 173
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS	
Fonds reportés liés aux legs ou donations	
Fonds dédiés	
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)	
PROVISIONS	
Provisions pour risques	
Provisions pour charges	
TOTAL PROVISIONS (III)	
DETTES	
Emprunts obligataires et assimilés	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	42 516
Emprunts et dettes financières diverses	
Instruments financiers à terme	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	212 687
Dettes issues de legs ou de donations	
Dettes fiscales et sociales	100 871
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 008
Autres dettes	
Produits constatés d'avance	169 692
TOTAL DETTES (IV)	529 774
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (V)	
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	858 946

Compte de résultat



Compte de résultat

Postes	2025
PRODUITS D'EXPLOITATION	
Cotisations	
Ventes de biens	38 659
Dont ventes de dons en nature	
Ventes de prestations de services	1 037 315
Dont parrainages	
Produits de tiers financeurs	
Concours publics et subventions d'exploitation	514 777
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	
Ressources liées à la générosité du public	133 603
Dons manuels	
Mécénat	
Legs, donations et assurance-vie	
Contributions financières	
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	3 801
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	
Utilisations des fonds dédiés	
Autres produits	21 103
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 749 258
CHARGES D'EXPLOITATION	
Achats de marchandises	25 664
Variation de stocks	1 035
Autres achats et charges externes	512 990
Aides financières	3
Impôts, taxes, et versements assimilés	30 477
Salaires	785 500
Cotisations sociales	299 157
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	98 065
Dotations aux provisions	
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées	
Reports en fonds dédiés	
Autres charges	18 358
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 771 249
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-21 991
PRODUITS FINANCIERS	
De participations	9
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	
Autres intérêts et produits assimilés	
Reprises sur dépréciations et provisions	
Différences positives de change	
Produits des immobilisations financières cédées	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	9
CHARGES FINANCIÈRES	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	
Intérêts et charges assimilées	1 264
Différences négatives de change	14
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	

Postes	2025
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)	1 278
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	- 1 269
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	- 23 260
Produits exceptionnels (V)	
Charges exceptionnelles (VI)	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	
Participation des salariés aux résultats (VII)	
Impôts sur les bénéfices (VIII)	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 749 268
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 772 527
EXCÉDENT OU DÉFICIT	- 23 260
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	
Dons en nature	
Prestations en nature	
Bénévolat	
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	
Secours en nature	
Mises à disposition gratuite de biens	
Prestations en nature	
Personnel bénévole	
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	

Annexe



Préambule

Événements significatifs

Faits significatifs de l'exercice

L'exercice clos le 31 décembre 2025 est le premier exercice d'activité de l'Association, celle-ci ayant été constituée le 19 mars 2024, mais n'ayant eu aucune activité en 2024.

Les comptes de l'association créée en 2024 étaient à néant avant la transmission universelle de patrimoine constatée en 2025.

En date du 15 janvier 2025, l'Association a bénéficié de la part de la société ZINGARO de l'apport sans droit de reprise de la pleine propriété de la totalité des parts sociales de la Sarl Académie du Spectacle Equestre (ASE), pour une valeur de 15 200 €, montant qui a été inscrit en « Fonds associatifs sans droit de reprise ».

En contrepartie de cet apport, l'Association s'est engagée à pérenniser le projet initié par Bartabas, qui est à l'origine de l'Académie Equestre de Versailles, consistant à associer la formation de cavaliers artistes et la pratique de l'art équestre au spectacle vivant, au sein de la Grande Ecurie du Château de Versailles.

Puis, en date du 12 juin 2025, la Sarl ASE a été dissoute sans liquidation, par décision de l'Associé unique dans le cadre des dispositions de l'article 1844-5 du Code Civil, et l'Association a bénéficié de la transmission universelle du patrimoine de la Sarl ASE, actif et passif.

Conformément au traitement retenu pour les opérations entre entités sous contrôle commun, les éléments d'actif et de passif transmis ont été comptabilisés à leur valeur comptable.

Le délai d'opposition des créanciers de 30 jours à compter de la publication au BODACC du 18 juin 2025 a bien été respecté, sans qu'aucune opposition n'ait été formée, et l'opération est devenue effective le 19 juillet 2025.

En application du régime de faveur des fusions (art.210-A du CGI), l'opération a été réalisée avec effet rétroactif comptable et fiscal au 1er janvier 2025.

Les comptes annuels 2025, font donc apparaître la totalité des opérations de l'exercice, les charges et produits enregistrés par l'ASE entre le 1er janvier 2025 et le 19 juillet 2025 ayant ont été intégrés dans le compte de résultat de l'Association.

Au total, le boni de transmission s'est élevé à 337 253 €, montant qui est venu augmenter les Fonds propres Associatifs.

Les représentations du spectacle « La Voie de l'Ecuyère, Opus 2025 » ont été jouées à 84 reprises, attirant plus de 30.000 spectateurs. Dans la poursuite de son activité artistique, l'Académie a accueilli des soirées privées, des visites guidées des lieux, ainsi que des accueils de groupes scolaires et des partenariats culturels.

La création inédite du spectacle « Trait de Soie » par Bartabas, a été présentée 4 fois dans le cadre du Saut Hermès par les écuyères sous la nef du Grand Palais en mars 2025.

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Mention du règlement comptable

L'association arrête ses comptes en respectant le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018, et ses règlements modificatifs.

Les comptes annuels de l'exercice 2025 ont été établis conformément au Règlement ANC n°2022-06 applicable au 1er janvier 2025.

Ce règlement modifie notamment la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers.

En l'absence de comptes en 2024, il n'y a donc aucun impact ou aucun retraitement à signaler.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base ainsi qu'aux dispositions du Code de commerce et du plan comptable général :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue :

- Constructions 5 ans
- Matériel scénique 3 à 5 ans
- Matériel Chevaux et autre matériel 5 ans
- Agencements et aménagements des constructions 4 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique 3 à 5 ans
- Mobilier 2 à 5 ans
- Cheptel / Chevaux 4 ans

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	10 ans
Travaux	5 à 10 ans
Matériel et outillage	
Matériel	6,5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	
Autres	

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les matières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du Premier Entré Premier Sorti.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et la valeur de réalisation est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions

Inscription proratisée :

Le cas échéant, les subventions d'équipement perçues sont réintégrées dans les résultats de chaque exercice proportionnellement aux amortissements pratiqués sur les biens subventionnés.

Les subventions de fonctionnement versées par l'Etat ou par les Collectivités territoriales sont passées en produits de l'exercice au titre duquel elles sont notifiées ; depuis l'instruction fiscale du 16 juin 2006, ces subventions ne sont plus assujetties à la TVA.

Indemnité de départ à la retraite

Les salariés de l'association ne bénéficient pas, lors de leur départ en retraite, de pensions ou de prestations complémentaires. Ils reçoivent une indemnité de fin de carrière dont le montant varie en fonction de leur ancienneté et des autres modalités prévues par la convention collective en vigueur.

L'Académie n'ayant pas de personnel dont le départ à la retraite est prévu les cinq prochaines années, ce montant ne fait pas l'objet d'une provision, et n'a pas été calculé.

Opérations en devises

Les créances et les dettes libellées en devises sont valorisées au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

Les écarts de conversion en résultant sont inscrits distinctement au bilan. Les pertes de change latentes font l'objet d'une provision pour risques.

Provisions pour risques et charges

Les risques et les charges que des événements survenus ou en cours ont rendu probables à la clôture de l'exercice, entraînent la constitution de provisions, dans le respect du principe de prudence.

L'Association respecte les dispositions relatives aux passifs introduites par le règlement CRC n°00-06 : un passif est un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

L'analyse temporelle de l'obligation de l'entité est limitée à un an.

Engagements Financiers

Dans le cadre du P.G.E, l'ASE avait reçu une garantie de l'Etat à hauteur de 90%, dont la première échéance de remboursement en capital est intervenue le 18 décembre 2022 pour une durée de quatre ans. Le PGE de 183.000€ souscrit le 16 novembre 2020 auprès du Crédit Coopératif a été transmis dans le cadre de la TUP à l'Association.

Redevance loyer

Conformément à la convention d'occupation souscrite entre l'Etablissement Public du Musée et du Domaine National de Versailles (E.P.V) et l'Académie Equestre- et plus précisément à l'article 12-2 (convention renouvelée n°2019/15 signée en date du 09 février 2019), la redevance annuelle est calculée à hauteur de 3% du chiffre d'affaires réalisé pour ses activités à Versailles, incluant un minimum garanti de 20.000€ H.T annuel.

Charges liées aux fluides

Conformément à la convention d'occupation souscrite entre l'E.P.V. et l'Académie - et plus précisément à l'article 13-1, l'E.P.V. refacture à l'Académie les coûts liés au chauffage des espaces occupés de la Grande Ecurie. La dette relative au chauffage, à la maintenance, à l'eau et aux Taxes d'enlèvement des ordures est constatée dans les comptes pour la période du 1/07/2021 au 31/12/2025. Les montants facturés ont fait l'objet d'un recalcul des surfaces chauffées occupées et des consommations réelles de la part de l'EPV. Ce recalcul a donné lieu à une dette provisionnée de 18068 € concernant l'eau, l'entretien de l'ascenseur et les TEOM, et d'un avoir à recevoir relatif au chauffage et sa maintenance, provisionné pour 39 350€

Effectifs

L'effectif moyen de l'association au cours de l'exercice est de 26,40 salariés équivalent temps plein.

Transmission Universelle de Patrimoine

Par suite des informations relatives à la Transmission universelle de patrimoine (TUP) donnée en Note 1., les principaux éléments du patrimoine transmis sont les suivants :

- PGE Crédit Coopératif de 183 000 € souscrit le 16/11/2020,

- convention triennale Région IDF n° CP 2024-101 du 28/03/2024 (avenant n°1 du 11/04/2025),
- convention pluriannuelle DRAC IDF 2023-2025 du 02/03/2023,
- convention d'occupation temporaire EPV du 09/02/2019 (Grande Écurie + Camp des Mortemets),
- licence d'entrepreneur de spectacles vivants catégories 1, 2 et 3,
- marque française semi-figurative n° 4255331,
- 46 salariés transférés en application de l'article L. 1224-1 du Code du travail.

Fonds associatifs

Les fonds propres transmis dans le cadre de la transmission universelle de patrimoine ont été comptabilisés au compte 102100.

Mécénat

L'association bénéficie de contributions volontaires sous forme de mécénat financier dans le cadre de ses activités d'intérêt général.

L'association est habilitée à émettre des reçus fiscaux au titre des articles 200 et 238 bis du CGI.

Les ressources perçues au titre du mécénat sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement ANC n°2018-06 applicable aux organismes sans but lucratif.

Les dons et contributions reçus sont enregistrés en produits de l'exercice auquel ils se rapportent.

Concernant la convention de mécénat conclue en 2025, le produit a été pris en compte sur l'exercice au prorata-temporis de la période couverte par ladite convention.

Conformément à l'article 132-1 du règlement ANC 2018-06, l'enregistrement en Fonds dédiés n'est constaté que si le produit reconnu sur l'exercice excède les charges du projet effectivement engagées sur la période.

Engagements hors bilan

En 2025, l'Association a conclu une convention de mécénat prévoyant la possibilité d'accorder certaines contreparties au mécène partenaire.

Cette convention ne prévoit pas de montant minimum de contreparties à délivrer, ce qui ne permet pas d'évaluer de manière fiable, un éventuel passif lié aux contreparties non consommées à la clôture de l'exercice.

En conséquence, aucun passif n'a été comptabilisé à ce titre.

Production des spectacles et droits d'auteurs

Les frais de création des spectacles sont constatés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont engagés ; ces frais comprennent l'ensemble des charges, notamment de personnel, supportées pendant les périodes de conception et de répétitions. Dans la plupart des cas, il n'y a pas de droits d'auteur pour les spectacles produits par l'Association.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences		15 858		15 858
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles		1 160		1 160
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				395 496
Installations techniques, matériel et outillage				349 000
Autres immobilisations corporelles				462 579
Immo. en cours, avances et acomptes		14 995	14 995	
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés		473		473
Prêts				860
Autres immobilisations financières				363
TOTAL		32 486	14 995	1 225 789

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Amortissements et dépréciations

Amortissements	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles						
Frais de développement						
Concessions, brevets & licences				12 427		12 427
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions				363 335		363 335
Installations techniques, matériel et outillage				314 797		314 797
Autres immobilisations corporelles				341 623	6 507	335 116
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations financières						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL				1 032 182	6 507	1 025 675

Dépréciations	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Matières premières				
En-cours de production (biens et services)				
Produits finis				
Marchandises		3 649		3 649
Avances et acomptes				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés		88		88
Autres créances				
Charges constatées d'avance				
Capital souscrit - appelé non versé				
TOTAL		3 737		3 737

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Précisions sur les stocks et en-cours

Stocks et en-cours	Exercice N	Exercice N-1
Matières premières	6 639	
En-cours de production (biens et services)		
Produits finis		
Marchandises	21 045	
TOTAL	27 684	

Dépréciations des stocks et en-cours	Exercice N	Exercice N-1
Matières premières		
En-cours de production (biens et services)		
Produits finis		
Marchandises	3 649	
TOTAL	3 649	

Coûts d'emprunt incorporés dans le coût des stocks et en-cours	Montant
Matières premières	
En-cours de production (biens et services)	
Produits finis	
Marchandises	
TOTAL	

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts	860	860		
Autres immo. financières	363	363		
Clients douteux	106	106		
Autres créances clients	77 443	77 443		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres org. sociaux	414	414		
Impôts sur les bénéfices				
TVA	27 998	27 998		
Autres impôts				
Divers				
Groupes et associés				
Débiteurs divers	40 832	40 832		
Charges constatées d'avance	15 478	15 478		
TOTAL	163 495	163 495		
Prêts accordés en cours d'exercice	1 400	1 400		
Rembours. obtenus en cours d'exercice	540	540		
Prêts et avances consentis aux associés				

État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	15 478	
TOTAL	15 478	

Informations relatives au passif

Fonds dédiés

Rubriques	Début d'exercice	Reports	Utilisations montant global	Utilisations dont rembours.	Transferts (A)	Cloture Montant global (B)	Clôture projets sans dépense
Subventions d'exploitation							
TOTAL							
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL							

Provisions

Nature de la provision	À l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non-utilisées	À la clôture de l'exercice
Provisions pour risques					
Provisions pour charges					
TOTAL					

Aucun risque n'a été constaté sur l'exercice justifiant la constatation d'une provision.

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit	42 516	19 231	23 285	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	212 687			
Personnel et comptes rattachés	29 510			
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	63 975			
Impôts sur les bénéfices				
TVA	1 457			
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	5 929			
Dettes sur immo. et comptes rattachés	4 008	4 008		
Groupe et associés				
Autres dettes	4 008	4 008		
Produits constatés d'avance	169 692	169 692		
TOTAL	533 781	196 938	23 285	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	61 748			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	19 232			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Précisions sur certains postes de passif

Produits constatés d'avance	Montant	Commentaire
Produits constatés d'avance	- 169 692	
TOTAL	-169 692	

Informations relatives au compte de résultat

Concours publics et subventions

Rubriques	Union européenne	État	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		850	507 500			
Subventions d'investissement						
TOTAL		850	507 500			

Le détail des subventions perçues en 2025 comme suit :

- Aide embauche apprenti 850 euros
- Commune de Versailles 22 500 euros
- DRAC 335 000 euros
- Région IDF 150 000 euros

État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parvenues	50 073	
Fournisseurs d'immobilisations - Factures non parvenues	4 008	
Personnel - Dettes provisionnées pour congés à payer	26 141	
Personnel - Autres charges à payer	3 369	
Organismes sociaux - Charges sociales sur congés payés	10 355	
État - Charges à payer	439	
TOTAL	94 385	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Organismes sociaux - Produits à recevoir	414	
TOTAL	414	

Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Afférents à la certification des comptes	8 000	
Afférents aux services autres		
TOTAL	8 000	

Mécénat

Mécène	Montant octroyé
HERMES SELLIER	300 000